

Proche-Orient

Pas dans le même monde

Commémorations

Impasse pour la paix

Précarité étudiante

Programme de Châteaubriant

P.2

P.3

P.7



RECONVERTIR CORDEMAIS EN CENTRALE BIOMASSE

C'est possible !

Édito :

La vie politique nationale et internationale est comme la météo : tempétueuse ! **Le temps de la fraternité, de l'égalité et de la solidarité vécues à la fête de l'Huma était un éclaircie éphémère** dans un monde où, comme l'écrivait Jean Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage ». Un an après l'attaque terroriste du Hamas contre des jeunes israéliens venus faire la fête, la plaie est encore ouverte et les cœurs saignent.

Au nom de son légitime droit à exister, Israël a déclenché la foudre sur le peuple palestinien, sur ses enfants qui s'en souviendront. Il s'en prend désormais au Liban, une fois encore au mépris du droit international, au prétexte que le Hezbollah, le bras armé de l'Iran au Proche-Orient, serait une menace pour la sécurité du pays alors qu'Israël a démontré sa large supériorité militaire. Combien de morts, combien de blessés, combien de veuves, d'orphelins, pour que la communauté internationale arrête l'escalade de la violence et impose à Benyamin Netanyahu le cessez-le-feu ? Peut-on encore espérer la paix alors que l'extrême droite israélienne et les fondamentalistes d'Iran se sont déclarés une guerre qui pourrait durer longtemps ? Et que les seuls à pouvoir arrêter cette folie meurtrière, les USA, jouent un double jeu diplomatique ravageur pour la stabilité de la région ? Peut-on espérer la libération des otages et la reconnaissance d'un État de Palestine vivant aux côtés d'Israël en sécurité mutuelle ?

À 4000 km de Beyrouth et de Gaza, la météo est très perturbée. **Un gouvernement illégitime promet de tout changer en imposant aux Français une nouvelle cure d'austérité.**

Pourtant, les électeurs ont clairement demandé un changement politique et économique profond trois mois auparavant. Alors que les anciens et nouveaux macronistes sont responsables de la crise budgétaire, ils veulent que tous les Français partagent les efforts pour redresser la situation. Tiens tiens, Marine Le Pen et autres Bardella volent à leur secours. **Enfin ! La droite et l'extrême droite font un bout de chemin ensemble pour empêcher toute augmentation d'impôts pour les riches et les détenteurs du capital.** Ils révèlent ainsi leur vrai objectif : asseoir le pouvoir de la bourgeoisie et mener la lutte des classes contre les travailleurs ! La Loire-Atlantique serait-elle un laboratoire de cette funeste entreprise ? **Tandis que le gouvernement se félicite de la réindustrialisation du pays, sur les bords de la Loire la réalité est toute autre.** Saunier Duval, Systovi, Yara, Général Electric et maintenant la centrale de Cordemais sont menacées. Il pleut sur l'emploi, sur l'avenir de centaines de familles, sur notre souveraineté industrielle et énergétique, sur l'innovation technique et technologique, sur l'environnement.

Le monde marche sur la tête et nos concitoyens espèrent bien rencontrer un rayon de soleil, des jours heureux. Sur leur fiche de paie, au travail, à l'école ou chez un médecin, dans le train ou dans un bus, sur un terrain de sport... bref, dans la vraie vie. **Ils peuvent compter sur les communistes et sur un parti qui se renforce pour être plus fort, toujours plus aux côtés du monde du travail**, des organisations syndicales et des organisations progressistes.



Tunisie

Record d'abstention pour une élection sans surprise

Élu en 2019 avec près de 73 % des voix sur des promesses de rétablissement de l'ordre face à l'instabilité politique, **Kaïs Saïed a été réélu le 6 octobre dès le premier tour avec 90,7 % des suffrages**, mais une participation ténue, de 28,8 % contre 45 % il y a cinq ans, promettant l'ordre face à l'instabilité politique.

En fait d'ordre, cela s'est concrétisé par un muselage en bonne et due forme de tout ce qui pouvait ressembler à un contre-pouvoir et l'emprisonnement des figures de l'opposition. Selon Human Rights Watch, « plus de 170 personnes sont actuellement détenues pour des motifs politiques ou pour avoir exercé leurs droits fondamentaux ». **En 2021, Kaïs Saïed, spécialiste de droit**

constitutionnel, s'était même emparé des pleins pouvoirs.

Dans l'épisode électoral qui vient de se clore, seuls deux candidats sont restés dans la course contre le président-candidat, sur les 17 postulants au départ, écartés par l'Isie (Instance Supérieure Indépendante pour les Élections, organisme tunisien) pour des irrégularités présumées.

Il est à craindre que le président réélu, conforté par son score, ne durcisse plus encore sa politique répressive à l'égard des voix critiques, **écrasant davantage encore les espoirs qu'avaient suscités le Printemps arabe de 2011.**

Argentine

Bientôt un an de politique autoritaire



Depuis plusieurs semaines les manifestations massives se multiplient en Argentine et les sujets sont nombreux. Travail, Retraites, Universités, Logements, ces problématiques du quotidien pour le peuple argentin convergent toutes dans un sens, l'augmentation de la pauvreté. **Les millions de manifestants à travers le pays n'y changent rien, car la politique ultralibérale de Javier Milei ne s'effectue qu'à coup de décrets autoritaires et de vetos anti progrès social.**

En moins d'une année, le taux de pauvreté a augmenté de plus de 11 % pour atteindre 52,9 % de la population argentine, dont 20 % dans l'extrême pauvreté. Depuis l'élection de Milei, c'est donc plus de 5 millions d'Argentins supplémentaires qui sont passés sous le seuil de pauvreté. Les lois votées par le Parlement et le Congrès se retrouvent confrontées aux vetos de la présidence systématiquement. Comme celles visant à revaloriser les montants des pensions de retraite ou encore l'actualisation des salaires des enseignants pour compenser la forte inflation que le pays traverse.

En parallèle, le président argentin impose, par décrets, des mesures d'austérité toujours plus rudes pour le peuple. **La restriction de l'accès à l'information publique est aussi une volonté de Milei et a fait l'objet d'un décret également.**

Une situation économique qui ne risque pas de s'arranger d'ici la fin de l'année avec des hausses de prix prévues au mois d'octobre, notamment sur les loyers, les soins dans les cliniques, la scolarisation et les transports dans la plupart des villes.



Proche-Orient

Un nouveau front et une même impasse pour la paix

Le 27 septembre 2024, Hassan Nasrallah, fondateur et secrétaire général du Hezbollah, a été tué dans une frappe israélienne sur le siège de l'organisation. L'élimination du chef du « parti de Dieu » a été précédée de l'explosion de bipeurs et talky piégés, blessant et tuant des dizaines de cadres du mouvement.

L'ouverture d'un nouveau front par Israël était largement attendu, tant la situation était devenue impossible pour Benjamin Netanyahu.

Depuis les attaques terroristes du 7 octobre 2023, le Hezbollah revendiquait régulièrement des tirs de roquettes sur le territoire israélien en « soutien » au Hamas palestinien. **En conséquence, des dizaines de milliers de personnes étaient contraintes à l'exil au sein même du territoire de l'état hébreu, tant les tirs de roquettes étaient devenus réguliers.**

L'invasion du sud Liban par Tsahal apparaît comme un nouvel échec stratégique après l'occupation impossible de Gaza depuis plusieurs mois. L'idée d'un État israélien protégé par le dôme de fer et des bombardements aériens ponctuels a fait long feu. La création de

zones tampons par des déploiements terrestres ne paraît pas être plus porteuse d'avenir.

Israël n'a probablement jamais autant dominé militairement ses ennemis. Pourtant, sa sécurité est loin d'être assurée. Le massacre de plusieurs dizaines de milliers de gazaouis (plus de 40 000 en un an) n'a pas empêché le Hamas de commettre un nouvel attentat à Jaffa le 1^{er} octobre et de tirer des roquettes sur Tel-Aviv le 7.

Toujours le premier octobre, des millions d'Israéliens étaient contraints de gagner des refuges face à des dizaines de missiles tirés par l'Iran pour venger l'assassinat du leader du Hezbollah.

La fuite en avant militaire dans laquelle Benjamin Netanyahu a engagé son pays ne paraît pas connaître de fin. Les réactions absurdes des puissances occidentales continuant de parler d'un « droit à se défendre » quand les crimes de guerre s'accumulent, alimentent l'idée que la guerre est une action légitime. Pourtant, la sécurité des peuples n'existe qu'en temps de paix.

Autriche

Victoire de l'extrême droite aux législatives

Ces derniers mois, certains résultats électoraux dans quelques grandes villes et länders d'Autriche nous surprenaient positivement, donnant au KPÖ, le parti communiste autrichien, des scores encourageants, une maire à Graz, des députés... *Les Nouvelles de Loire-Atlantique* s'en étaient fait l'écho.

Malheureusement, ces résultats ponctuels ne pouvaient être représentatifs de l'ensemble du pays, dont les divisions entre villes et campagnes se sont brutalement rappelées à notre raison avec les dernières législatives.

Au soir du 29 septembre, le Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), **parti d'extrême droite, a obtenu la majorité des suffrages, avec 28,8 % des voix.** Porteur d'un discours complotiste, climatosceptique, antivax, **Herbert Kickl a pris la tête du parti en 2021, à la suite**

d'un scandale de corruption qui avait précipité la chute de son prédécesseur. **Faisant volontiers référence aux concepts et termes nazis, proche de l'AfD allemand, le chef du FPÖ nourrit la haine de l'étranger** avec des formules choc qui trouvent de plus en plus d'écho dans la population pour qui le parti est très largement banalisé. Et les informations concernant les liens entre les responsables du parti et les groupuscules néo-nazis n'y changent pas grand-chose : deux jours avant le scrutin, le quotidien Der Standard révélait la participation de parlementaires FPÖ à un enterrement durant lequel un chant nazi avait été entonné.

Alors que l'Europe commémore, sur 2024 et 2025, les 80 ans de sa libération de la botte nazie, **la peste brune reparaît de plus belle sur son territoire avec des discours de haine qu'on espérait oubliés.** Ne baissons pas les bras.



Nouveau gouvernement

On prend les mêmes et on recommence

Le grand oral de Michel Barnier, le nouveau Premier ministre, n'a laissé aucun doute à celles et ceux qui en avaient. **Son discours de politique générale s'inscrit dans la droite ligne ultra-libérale du macronisme, teintée de propos sécuritaires et anti-immigration** qui n'étaient pas sans rappeler les postures de son ministre de l'intérieur Bruno Retailleau ou les exigences racistes du Rassemblement national vis-à-vis des migrants et de l'immigration.



ment des fonctionnaires partant en retraite ou démissionnaire. Alors que l'Éducation nationale, le système de santé publique ou les collectivités locales manquent de moyens humains et financiers, qu'il manquait 3000 professeurs à la rentrée, que des services hospitaliers ferment, que les déserts médicaux qui touchaient les milieux ruraux concernent désormais les aires urbaines et que les Conseils départementaux, par exemple, n'ont pas les budgets pour mener à bien leurs politiques publiques, l'État veut de nouveau leur serrer la ceinture. **Et faire la chasse aux pauvres !** Le combat à la fraude sociale est l'une de ses priorités et pour « remettre les Français au travail » et lutter contre « l'assistanat » il souhaite la mise en place d'une allocation sociale unique plafonnée à 70 % du smic en lieu et place de l'allocation chômage ? Une mesure défendue par le très droitier Laurent Wauquiez. Pourtant, selon le Haut conseil au financement de la protection sociale, 56 % des 13 milliards d'euros de fraude sociale émanent des entreprises. Et que dire des 100 milliards d'euros annuels d'évasion fiscale ? Que ce n'est certainement pas le fait des classes populaires !

Pendant que des organisations syndicales appelaient à la mobilisation pour l'augmentation des salaires et l'abrogation de la réforme des retraites, Michel Barnier déclinait les grandes orientations de son programme politique. **Un air de déjà-vu qui mêle le macronisme au sarkozysme**, mais qui cette fois doit recevoir l'aval du Rassemblement national, faute de quoi le gouvernement tomberait. **La feuille de route est sécuritaire et austéritaire.** 60 milliards d'euros sont à trouver en 2025, 40 milliards de réductions de dépenses publiques et 20 milliards de recettes fiscales supplémentaires à aller chercher de manière très ciblée et temporaire. Le Premier ministre veut une contribution exceptionnelle des 300 entreprises qui réalisent plus d'1 milliard d'euros de chiffre d'affaire, mais aussi l'augmentation des impôts pour les foyers fiscaux les plus fortunés, ceux qui perçoivent plus de 500 000 euros par an de revenus, soit 0.3 % de la population. **Pas de quoi effrayer les grands capitalistes et encore moins celles et ceux qui sont juste riches, puisque ceux-là sont épargnés.** Du côté de la réduction de la dépense publique, toute la population va être impactée, même les retraités dont l'indexation de la pension sur l'inflation est reportée de janvier à juillet. En effet, mise à part la revalorisation du smic de 2 % au 1er novembre, rien n'a été annoncé quant à l'augmentation générale des salaires dans le privé comme dans la fonction publique. **Le cœur du projet austéritaire de Barnier, c'est la fusion des services publics et le non remplace-**

ment des fonctionnaires partant en retraite ou démissionnaire. Alors que l'Éducation nationale, le système de santé publique ou les collectivités locales manquent de moyens humains et financiers, qu'il manquait 3000 professeurs à la rentrée, que des services hospitaliers ferment, que les déserts médicaux qui touchaient les milieux ruraux concernent désormais les aires urbaines et que les Conseils départementaux, par exemple, n'ont pas les budgets pour mener à bien leurs politiques publiques, l'État veut de nouveau leur serrer la ceinture. **Et faire la chasse aux pauvres !** Le combat à la fraude sociale est l'une de ses priorités et pour « remettre les Français au travail » et lutter contre « l'assistanat » il souhaite la mise en place d'une allocation sociale unique plafonnée à 70 % du smic en lieu et place de l'allocation chômage ? Une mesure défendue par le très droitier Laurent Wauquiez. Pourtant, selon le Haut conseil au financement de la protection sociale, 56 % des 13 milliards d'euros de fraude sociale émanent des entreprises. Et que dire des 100 milliards d'euros annuels d'évasion fiscale ? Que ce n'est certainement pas le fait des classes populaires !

Devant les annonces dangereuses du nouveau gouvernement, **les groupes parlementaires du Nouveau Front populaire ont décidé de déposer une motion de censure** pour dénoncer la négation du résultat des législatives et pour condamner la cure d'austérité imposée aux Français. La censure n'a pas été adoptée et en refusant de la voter, le RN est devenu complice de la politique de Michel Barnier et l'allié objectif d'Emmanuel Macron. **C'est désormais le Projet de loi de Finances qui va être en débat à l'Assemblée nationale et ce sera la lutte des classes !** En effet, ni LR, ni les macronistes Renaissance, ni le RN ne veulent de hausses d'impôts. La bourgeoisie se solidarise et compte bien sur la casse des services publics et des droits sociaux pour échapper une nouvelle fois à l'impôt.

Précarité étudiante

Sur la même planète mais pas dans le même monde



La nouvelle ministre de l'Éducation Nationale, Anne Genetet, ne connaît pas grand-chose à l'éducation, mais elle a de grandes compétences dans la formation. **Longtemps expatriée à Singapour, elle avait créé un site internet intitulé « Help Agency » où elle donnait des conseils pour bien recruter sa « helper ».** Les « helpers » sont des employés de maison qui sont en général des jeunes Philippines ou Indonésiennes. Les conseils de notre nouvelle ministre étaient par exemple d'éviter de recruter une employée qui a déjà travaillé pour d'autres expatriés parce qu'elle a, selon elle, « pris de l'assurance et qu'elle peut refuser de se soumettre à vos consignes ». **Elle explique également qu'il faut éviter émotion et compassion et ne pas s'énerver car sinon elle ne respecterait plus. Le dialogue social avec les enseignants et leurs syndicats risque d'être très compliqué si elle utilise les mêmes méthodes et compétences !**

Et « en même temps », la rentrée étudiante a été encore plus dure pour une grande majorité de nos étudiants. **Nous avons vu ces longues files d'attente pour les distributions alimentaires, indignes d'un pays comme la France.** Le logement reste la première dépense pour les étudiants et les étudiantes. Ainsi, la pénurie augmente les inégalités d'accès au logement mais aussi les conditions d'études. La France a besoin de plus de logements Crous à tarification sociale et très sociale. Ces logements étudiants ont d'ailleurs fait l'actualité cet été lorsque **les policiers venus y loger pendant les Jeux Olympiques ont dénoncé leur insalubrité.** Moisissures, cafards et autres nuisibles : la France semble découvrir les conditions dans lesquelles logent les étudiants. Les logements éloignés des lieux d'études posent d'autres problématiques pour les étudiants, notamment celle des transports. Rares sont les villes où les transports en commun sont gratuits pour les étudiants. Les transports **font partie des trois premières dépenses des étudiants avec le logement et l'alimentation.**

En outre, la précarité étudiante ne se limite pas seulement au logement et à l'alimentation. Les frais de scolarité, les coûts des fournitures scolaires et les dépenses liées à la santé sont également des charges importantes pour les étudiants. De plus, la crise économique actuelle exacerbe ces difficultés, rendant encore plus urgent le besoin de solutions durables et efficaces. **Les associations étudiantes et les syndicats appellent à une réforme en profondeur du système de soutien aux étudiants, incluant une augmentation des bourses et une meilleure accessibilité aux services de santé mentale.** La situation actuelle met en lumière les failles du système éducatif et social français et souligne l'importance d'une action rapide et concertée pour améliorer les conditions de vie et d'étude des jeunes.

Fête de l'Humanité 2024

Des débats à gauche



La Fête de l'Humanité, notre fête, est toujours aussi belle. En cette année 2024, elle est bien installée au sud de Paris. **Sur un ton fraternel et inclusif, 450 000 personnes ont foulé les allées et participé à 400 débats.** Festive, culturelle, populaire et sociale, la fête assume historiquement son rôle par ses espaces de discussion. Un cru marqué par les débats à gauche avec la présence des forces qui composent le Nouveau Front populaire, mais pas seulement. Des débats sociaux et politiques il en est question au Forum social, car la notion de gauche et écologiste se décline aussi dans sa dimension syndicale et associative, le peuple de la fête est concerné.

La confrontation entre Sophie Binet de la CGT et le président du Medef Patrick Martin a tenu ses promesses. Ce dernier a reconnu que les revendications salariales étaient légitimes... ! « Augmentez les salaires, pas les dividendes » répond Sophie Binet, tout en rappelant qu'il faut revenir sur les exonérations de cotisations sociales. En effet la France, détient le record en Europe des dividendes versés pour l'année 2023, les entreprises du CAC40 se portent bien grâce à Emmanuel Macron !

À l'Agora de l'Humanité, la controverse médiatisée à outrance entre Jean-Luc Mélenchon et François Ruffin n'aura pas suffi à détourner l'attention et étouffer le cœur du débat pour ce qui concerne les contradictions entre des approches différentes à propos des divers groupes du salariat et de la population. À qui s'adresse-t-on ? Faut-il faire un choix entre les couches populaires citadines et rurales, entre le monde du travail urbain et périphérique, entre les générations ? Comment fait-on classe ? **Le député du PCF Nicolas Sansu avance : « dans tous les territoires désindustrialisés, nous avons perdu la bataille idéologique... ».** Un constat qui fait écho à un fait : 57 % des ouvriers et 44 % des employés ayant voté, se sont exprimés pour le RN et nombreux se sont abstenus.

D'autres débats se tiennent. Ici sur le coup de force constitutionnel. Faut-il une 6e république qui conteste le présidentielisme ou amender la 5e ? Avec en toile de fond le vote à la proportionnelle. Là-bas, on débat à propos de l'environnement, de la santé et des inégalités sociales. Même combat ? Ou encore de la préoccupation écologique, celle-ci perd-elle du terrain ?

Réunis en débat au stand du Conseil national des communistes avec Sophie Binet et Lucie Castets, la candidate du NFP qui défend les Services publics, Fabien Roussel rappela que « les salariés doivent avoir leur mot à dire sur la production et la distribution des richesses ». **Contre la division du monde du travail qui fragmente l'unité, « nous voulons l'union du salariat et l'union du peuple de France ».**

Des mégawatts plutôt que des blackouts

Ecocombust va vivre !

Les agents de la centrale électrique de Cordemais, mais aussi les élus du département et la population locale, ne décolèrent pas depuis la décision d'EDF d'abandonner le projet Ecocombust 2. Après neuf ans de lutte pour proposer une conversion de la centrale, neuf ans pour réussir les tests de viabilité technique, neuf ans pour sortir de la combustion charbon et pour remplacer celui-ci par la biomasse issue de déchets bois de catégorie B, EDF et l'État, son unique actionnaire, font marche arrière toute. Pour les agents et les salariés, « c'est un coup de force, la situation est incompréhensible, inconcevable... ».

Pour Fabien Descamps du syndicat CGT : « Quel affront, quel mépris, quelle injure fait EDF à tout le territoire... ». Les mots ne manquent pas pour qualifier la colère, la douche froide reçue par les travailleurs de cet outil énergétique qui tournait la page d'une activité trop polluante, pour en ouvrir une nouvelle résolument tournée vers la transition écologique.

Les promesses de la direction de maintenir une activité industrielle sur le site, d'y fabriquer des tuyaux pour les centrales nucléaires EPR2 n'y changeront rien, la fureur prédomine légitimement ! D'abord parce qu'à Cordemais les engagements d'EDF, de l'État par la voix même du Président de la République, n'ont pas été respectés ; Ensuite parce que le projet industriel, en partenariat avec le groupe Paprec pour la production de pellets issus de la valorisation



des déchets bois de classe B, répond aux enjeux énergétiques et écologiques ; De plus, il garantit la sécurité du réseau électrique et l'avenir de l'approvisionnement énergétique du Grand Ouest ; Enfin, parce que 1000 emplois locaux directs et indirects sont concernés et l'hypothèse de l'installation d'une usine Framatome n'en prévoit que 200 à l'horizon certainement plus lointain que 2027, date annoncée désormais pour la fermeture totale de la centrale.

La ministre de l'écologie, Agnès Pannier-Runacher, rescapée du gouvernement Attal, était à Nantes le 3 octobre pour participer aux Assises des déchets. Elle qui semblait-il soutenait le projet n'a malheureusement pas infléchi l'annonce d'EDF et attend maintenant de l'entreprise publique des propositions de reconversion du site, ignorant ainsi le projet Ecocombust.

Pour la ministre du nouveau gouvernement Barnier, « il ne faut pas de fausses promesses, il ne faut pas de solutions qui ne fonctionnent pas dans la durée ». Elle balaie ainsi, pour des raisons de niveau de rentabilité, avec cynisme, neuf ans de travail, de réflexions et d'expérimentations techniques et industrielles par les salariés.

Les mesures de réduction du déficit public promises par le gouvernement vont-elles passer par Cordemais ? Pas seulement hélas. Mais la souveraineté énergétique et la transition écologique risquent aussi d'en payer le prix fort parce que ni les marconistes, ni la droite et encore moins le RN ne veulent taxer plus le capital et les capitalistes durablement. Pourtant, les objectifs de neutralité carbone en 2050 nécessitent des investissements publics conséquents pour justement augmenter la production d'électricité décarbonée.

Cordemais doit vivre et la bataille pour sauver Ecocombust n'est pas terminée. Les salariés organisent la mobilisation et veulent construire le rapport de force pour faire reculer EDF et l'État. Une réunion publique pour débattre de l'avenir de la centrale de Cordemais avec le syndicat CGT, les salariés, les élus, la population a eu lieu le jeudi 10 octobre à 18H00 à l'Hippodrome de Cordemais. Sans ambiguïté, pour Robin Salecroix, secrétaire départemental du PCF, « le Parti communiste français continuera à soutenir la lutte des salariés de la centrale ».

La santé en souffrance, l'associatif comme palliatif

Intervention d'Yvon Renevot au Conseil municipal de Saint-Nazaire le 27 septembre

« Le groupe Ensemble, Solidaires et Écologistes soutient le travail réalisé par les membres de l'association À vos soins (militants et professionnels) sur les actions de prévention, de promotion de la santé, de lutte contre l'isolement et pour l'accès aux soins.

Nous ne prenons aucun risque d'être démentis en disant que l'association À vos soins ne va pas connaître de crise d'activité dans les mois qui viennent, bien au contraire !

Le milieu associatif pallie une fois de plus le désengagement, les manquements de l'État sur ses obligations : santé, déserts médicaux, solidarité, logement...

Nous ne prenons aucun risque d'être démentis en disant que les politiques nationales d'asphyxie de l'hôpital public menées depuis des dizaines d'années seront poursuivies et renforcées par le gouvernement Barnier. Les baisses de dotations pour la santé sont déjà annoncées dans le projet de budget 2025.

La Chambre régionale des comptes des Pays de la Loire a remis en début de semaine son rapport suite à un contrôle des comptes et de la gestion du Centre hospitalier de Saint-Nazaire et de la Clinique mutualiste de l'Estuaire. Bien évidemment, le rapport pointe l'existence d'un bail emphytéotique hospitalier transformant une charge de dette



(remboursement d'un emprunt) en charge d'exploitation (contribution au paiement d'un loyer) et qui continue depuis plus de dix ans à peser lourdement sur les comptes des deux établissements de santé. Le rapport de la Chambre régionale des comptes se termine par ces mots : « Afin de sécuriser l'avenir de l'activité hospitalière qui s'y réalise, il appartient à toutes les parties prenantes de prendre au plus vite les décisions qui s'imposent sur ce sujet. »

Que de temps perdu, que d'argent public gaspillé dirigé tout droit vers un fonds d'investissement alimentant les marchés financiers. Depuis de nombreuses années, les élus communistes qui ont siégé dans ce Conseil municipal n'ont cessé de dénoncer ce montage financier favorable aux fonds privés et toxique pour le budget de l'État.

Le domaine de la santé souffre et il est toujours de plus en plus difficile d'être pris en charge par un médecin généraliste ou spécialiste dans notre ville et agglomération.

L'association À vos soins a bien sûr toute sa place ici à Saint-Nazaire et doit être soutenue dans ce contexte mais notre soutien doit être tout aussi déterminé envers les personnels des établissements de santé de notre ville qui portent une exigence de changement de cap dans les politiques de santé pour assurer toutes les missions de prévention, de promotion de la santé, d'un accès aux soins pour toutes et tous. »

Secteur agricole en Loire-Atlantique

Une année compliquée par la météo pluvieuse

Après une mobilisation importante des agriculteurs pour leurs conditions de travail et leur rémunération en début d'année, le secteur agricole fait également face à une année difficile à cause de la météo, en particulier pour la forte pluviométrie. En Loire-Atlantique, l'activité agricole est diversifiée : élevage, maraîchage, sel, vigne, ostréiculture et horticulture. Sur les 4880 exploitations recensées dans le département en 2020, toutes sont dépendantes de la saisonnalité et des conditions météorologiques.

La pluviométrie annuelle relativement exceptionnelle en 2024 est à l'origine d'un grand nombre de problèmes pour toutes ces professions agricoles. Du côté des éleveurs, qui représentent six exploitations sur dix, les intempéries se répercutent sur les récoltes de foin pour fournir le stock nécessaire à la période hivernale. Les fortes pluies et le manque d'ensoleillement ont aussi affecté la qualité de l'herbe que les animaux broutent. Surtout dans les marais sur les territoires de Grand Lieu et de Brière où il a été impossible de sortir les animaux à cause du niveau de l'eau, permettant aussi le développement d'une plante invasive, la jussie. Un tel climat a eu des répercussions similaires pour la culture maraîchère où les fruits et légumes ont eu du mal à se développer normalement, causant ainsi un taux de perte plus élevé.



Les récoltes sont également retardées après le décalage des plantations après un hiver 2023 pluvieux lui aussi. Chez les vignerons la moyenne de récolte est diminuée de moitié, cela est en grande partie dû aux maladies dans les vignes qui se développent avec l'humidité constante. Du côté de Guérande pour les paludiers, l'année est exceptionnellement faible. Les ceillots, ces bassins où l'on fait évaporer l'eau de mer pour en récolter le sel, voient même les algues se développer alors que le taux de salinité les déciment naturellement d'habitude. Les producteurs de sel devront compter sur leur stock ou

leur trésorerie, s'ils en ont, pour compenser l'année 2024. Ce à quoi il faut aussi ajouter des moissons tardives catastrophiques pour l'activité céréalière, encore une fois à cause de la forte pluviométrie. Un phénomène qui devrait se répéter si les sols ne s'assèchent pas au cours du mois d'octobre afin de permettre de semer comme à l'accoutumée.

Un contexte qui n'arrange pas la situation des agriculteurs, en Loire-Atlantique comme sur le reste du territoire français et dont les revendications de début d'année restent partiellement en suspens, notamment pour ce qui concerne le versement des aides financières.

General Electric

L'État doit prendre ses responsabilités

L'annonce par la direction de General Electric de la suppression de plus de 300 postes sur les sites de Montoir-de-Bretagne et Saint-Herblain est un nouveau coup dur pour l'industrie du département, ses entreprises, son port et ses collectivités locales. Les sites concernés sont pourtant à la pointe de la conception et de la fabrication de nacelles pour éoliennes, des équipements essentiels dans le cadre de la transition énergétique. La production d'éoliennes, qui est appelée à se développer de manière significative dans les années à venir, se voit ainsi menacée par cette décision. Cette annonce remet en cause une filière d'avenir sur notre territoire et plonge dans le désarroi social plus de 300 familles, qui se retrouvent aujourd'hui dans une situation d'incertitude et de précarité.

L'ensemble des acteurs concernés condamne fermement la position de General Electric et appelle au maintien de toute la production et de tous les emplois concernés par ce plan social. L'État, qui a vendu les activités d'Alstom Énergie à General Electric et qui a largement soutenu cette entreprise, doit maintenant prendre ses responsabilités. Il est



impératif que l'État défende la production française de ces équipements stratégiques, indispensables pour notre souveraineté énergétique et notre transition écologique. **L'État et les collectivités doivent se tenir aux côtés des organisations syndicales et des salariés pour faire échouer ce plan social**, qui n'a pour seule raison que des logiques financières déconnectées des réalités humaines et environnementales.

Il est crucial de rappeler que les sites de Montoir-de-Bretagne et Saint-Herblain sont des acteurs clés dans la chaîne de production des éoliennes, un secteur en pleine

expansion et vital pour l'avenir énergétique de notre pays. **La fermeture de ces sites serait non seulement une perte économique, mais aussi un recul stratégique dans la lutte contre le changement climatique.** Les salariés, qui ont contribué au succès de ces sites, méritent d'être soutenus et protégés des logiques financières qui obsèdent les dirigeants de l'entreprise. Une mobilisation générale est nécessaire pour défendre ces emplois et cette filière d'avenir et une intervention rapide et déterminée de l'État est **indispensable pour garantir la pérennité de cette production et des savoir-faire essentiels pour l'industrie nationale.**

Interview de François Leclerc

Secrétaire syndicat UFICT CGT Ville de Nantes et Membre des directions nationales de l'UFICT CGT

Que penses-tu des mesures prises contre les fonctionnaires, dont les 100 000 suppressions d'emplois ?

Les services publics sont systématiquement pointés pour justifier les « déficits publics » et chaque « tournant de la rigueur ». Le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ne sont pas une simple affaire de chiffres et de technique budgétaire. C'est avant tout un acte politique majeur, qui façonne notre société et impacte directement la vie des travailleurs et de la population.

Pour la CGT le débat budgétaire doit être l'occasion d'explorer des alternatives, centrées sur l'affrontement capital/travail, pour plus de justice fiscale et sociale répondant aux enjeux climatiques.

Or, ces enjeux reposent sur le développement d'un service public fort, puisque porté par des acteurs désintéressés et agissant pour l'intérêt général (ce que garantit le statut).

Peut-on voir des perspectives de lutte ?

Cela paraît difficile. Le 1er octobre dernier, jour du discours de politique générale du nouveau 1er ministre, la mobilisation pour exiger des augmentations de salaire et de pension, l'abandon de la réforme de l'assurance chômage, l'abrogation de la réforme des retraites, le financement de nos services publics et donc remettre la question sociale au centre du débat n'a objectivement pas été à la hauteur des enjeux.

Pour augmenter le rapport de force, il nous faut mener la bataille des idées au sein de nos collectivités, établissements, administration et être force de proposition pour « une autre vision des services publics » crédible et finançable exercée par une Fonction publique territoriale de carrière, d'intérêt général et d'utilité sociale.

Deux mots sur les enjeux de la formation syndicale ?

Au-delà de la formation syndicale « classique » et au regard des discours dominants l'enjeu d'aujourd'hui est de « ré-armer » politiquement et idéologiquement les camarades ; interroger la place centrale du travail au regard des enjeux environnementaux, de mesurer les mutations à l'œuvre dans la Fonction publique, notamment l'évolution des politiques publiques, l'autonomie financière des collectivités, la place et le rôle contributif des cadres territoriaux, les garanties statutaires, la finalité de la formation professionnelle et l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Saint-Étienne-de-Montluc

Fermeture du centre de formation d'Enedis

Les mauvaises nouvelles continuent de tomber en Loire-Atlantique : l'unique centre de formation du grand ouest, installé à Saint-Étienne-de-Montluc, va fermer. À l'instar du projet Ecombus, la décision semble définitive.

À l'issue du dernier comité social et économique (CSE) d'Enedis, qui s'est tenu le jeudi 19 septembre à Paris, la fermeture d'ici fin 2027 a été entérinée par l'entreprise. Au même moment, une cinquantaine d'électriciens se sont retrouvés sur le site pour maintenir la pression sur le CSE.

L'enjeu pour les salariés est de sauver l'un des centres de formation du pays, qui voit passer 2 500 stagiaires chaque année. Cette formation est indispensable pour ces professionnels dont les métiers sont dangereux pour eux-mêmes et pour les autres, notamment car ils interviennent régulièrement sur la voie publique.



De plus en plus d'accidents de travail sont constatés. Une meilleure transmission du savoir-faire et de la gestion des risques est, pour le syndicat CGT, indispensable. **C'est pour cela que la fermeture programmée du campus Enedis n'est pas comprise.**

C'est également l'incompréhension pour les élus de la communauté de communes Estuaire et Sillon, qui a créé une zone d'aménagement concertée afin de mettre en place un campus des énergies, où GRDF a installé son centre de formation appelé Energy Formation.

Avec Energy Formation, l'entreprise de distribution de gaz a elle choisi d'ouvrir ses formations internes à d'autres entreprises nationales et internationales, **une piste qu'Enedis ne semble pas vouloir envisager pour son centre de formation de Saint-Étienne-de-Montluc.** C'est dommage, car l'intercommunalité investit plus de 4 millions d'euros en parallèle pour soutenir ce type de projet.

La première guerre d'Algérie, 1830-1852

Une histoire de conquête et de résistance



Alain Ruscio est historien, spécialiste du fait colonial. Il a consacré de nombreux ouvrages à l'histoire de l'empire français, de l'Indochine à l'Algérie. La Fédération PCF de Loire-Atlantique l'avait reçu dans le cadre des cent ans du Parti pour une conférence autour de son livre *Les Communistes et l'Algérie. Des origines à la guerre d'indépendance*.

Pour son dernier ouvrage, Alain Ruscio revient sur les origines de la conquête, voire avant, puisqu'il montre à quel point depuis plusieurs siècles la France a des visées sur l'Algérie, que ce soit pour « punir » les pirates barbaresques ou pour contrer la puissance anglaise en Méditerranée. Quoi qu'il en soit, et alors que les pronostics d'une conquête facile poussaient à l'invasion, le débarquement français de Sidi-Fredj le 14 juin 1830 entamait deux décennies de violences extrêmes, les gouvernements successifs envoyant jusqu'à 100 000 soldats se battre contre une résistance qui s'est fait jour très vite, incarnée par l'émir Abd el-Kader à l'ouest du pays et par Ahmed Bey de Constantine à l'est.

Cette conquête, faite au nom d'une hypocrite « mission civilisatrice », deviendra rapidement guerre totale, avec son lot d'exactions : **massacres à grande échelle, pillages, incendies de villages, de moissons...** jusqu'à l'éradication de toute résistance et la dévastation du pays. De cette effroyable séquence, l'historien nous rapporte les propos de responsables militaires qui appellent à l'extermination, à l'anéantissement de toutes les populations qui n'acceptent pas de se soumettre.

Du côté de la France, dont les caisses de l'État perçoivent un grand part du fruit des pillages, l'idée « coloniste » commence à instiller dans la société, des socialistes utopiques voyant les terres conquises comme idéales pour y implanter des phalanstères à Alphonse de Lamartine, considérant la colonisation comme « une chance, sans doute unique, de donner à la France un rayonnement mondial », ou Alexis de Tocqueville ne voyant nulle spoliation dans le fait d'« introduire la population conquérante » en Afrique.

De ces deux décennies, le territoire algérien ressortit exsangue et la population décimée, en proie aux famines et aux épidémies. L'histoire de l'Algérie française se donnait de bien sombres débuts.

La première guerre d'Algérie ; une histoire de conquête et de résistance, 1830-1852
Alain Ruscio (éd. La Découverte) 29,90€

Madeleine Riffaud

Cent ans d'engagements

Madeleine Riffaud a eu cent ans cet été, le 23 août. Engagée dans la Résistance sous le pseudonyme de Rainer – hommage au poète autrichien Rainer Maria Rilke, elle devint bientôt membre du triangle de direction du Front national des étudiants en médecine, souhaitant ardemment participer à la lutte armée. Adhérant au Parti communiste clandestin au début 1944, elle apprit à manier armes et explosifs. Le dimanche 23 juillet 1944, partie à bicyclette et armée d'un revolver, elle tua de plusieurs balles un soldat allemand. Arrêtée immédiatement après, elle fut alors remise aux allemands, puis transférée pour interrogatoire aux Brigades spéciales de la Préfecture de Police et torturée. Elle évita de justesse la déportation grâce à une intervention de la Croix rouge, puis échangée à la veille de l'insurrection parisienne, à laquelle elle prit grand part : neutralisation avec trois camarades d'un train allemand dans le tunnel des Buttes-Chaumont et attaque de la caserne de la place de la République.

Les débuts mouvementés de Madeleine Riffaud sont magnifiquement racontés, par elle-même et l'auteur Jean-David Morvan, illustrés en bande dessinée par Dominique Bertail.

Madeleine, résistante : trois volumes parus :

- la rose dégoupillée
- l'édrédon rouge
- des nouilles à la tomate (éd. Dupuis) 23,50 chaque

Mais la vie de Madeleine ne s'arrête pas là et nous aimerions lire la suite : de nombreux autres volumes, puisque, devenue grand reporter (*Ce Soir*, *La Vie Ouvrière*, *L'Humanité*), elle couvra les guerres d'Indochine et d'Algérie, totalement engagée contre le colonialisme, ce qui lui valut notamment d'être visée dans un attentat émanant probablement de l'OAS.

Du retour au Vietnam sous les bombes américaines ou de l'expérience en hôpital, Madeleine Riffaud écrira encore de nombreux reportages, publiant de nombreux livres, toujours témoignant.



Le cinéma contre la bêtise raciste

Les Barbares

Forte de son envie de participer à l'élan de générosité à l'égard des Ukrainiens qui arrivent en France, chassés par la guerre, la commune de Paimpont vote dans un beau geste de solidarité l'accueil de réfugiés. **Toutes et tous semblent vivre leur nouvelle mission en harmonie jusqu'à l'arrivée de Syriens : « Il ne leur restait plus d'Ukrainiens... »**. Le choc est rude pour certains, dont le maire déconcerté. Le racisme ordinaire sous-jacent va être mis à nu, provoquant quelques heurts dans la communauté villageoise : l'humanitaire, d'accord, mais ça a des limites...

Pour y faire face, l'activisme de quelques-uns, dont l'institutrice, rôle tenu par la réalisatrice Julie Delpy, va redonner à l'atmosphère devenue délétère l'humanité dont le village est en fin de compte capable.

Cette comédie sociale prend avec beaucoup d'humour et force émotion le grave sujet du racisme ambiant et de la xénophobie, dans un village breton qui aurait pu se situer dans bien d'autres endroits en France.

Avec des actrices et acteurs de grand talent – Sandrine Kiberlain, Laurent Lafitte, Jean-Charles Clichet, India Hair et Julie Delpy elle-même, ce film permet de passer un excellent moment, bien utile par les temps qui courent.

Les Barbares, comédie sociale 2024, réalisatrice Julie Delpy



La municipalité de Carquefou au crible de la CRC

Expression du groupe Carquefou à gauche, par Rémi Tessier

La commune de Carquefou a fait l'objet d'un contrôle de la Chambre régionale des comptes sur la période 2018/2022. Le rapport de la chambre régionale est édifiant. **Absence de transparence sur les budgets de fonctionnements, souligné à plusieurs reprises, nombre d'emplois non fiabilisé. Utilisation des véhicules de service mutualisés non transparente. Irrégularités de la prise en charge des frais de repas et de déplacement. Conflit d'intérêt. Liste des indemnités des élus incomplète. Mode de fonctionnement défaillant des marchés publics, critères insuffisamment précis, procédures peu transparentes.**

La majorité a systématiquement ignoré nos remarques. Deux dossiers ont retenu l'attention : **le centre aquatique et le chantier du théâtre de la Fleuriaye : la Chambre régionale parle de graves irrégularités !**

Les réponses apportées par Madame la Maire sont-elles satisfaisantes ? Certaines sont éludées, d'autres montrent une mauvaise foi assez époustouflante et laissent à penser qu'elles relèvent de vérités alternatives. **On aurait pu espérer une vigilance particulière sur le suivi de ces projets.**

Ce rapport s'adresse à la Maire, elle en porte la seule responsabilité. Ses réponses essaient également de tirer avantage de quelques chiffres contenus dans ce rapport, mais la réalité est autre. Si Carquefou bénéficie d'une situation financière avantageuse, ce n'est pas dû à sa gestion, mais à la configuration sociologique de notre commune et au niveau important des dotations métropolitaines.

Nous avons rappelé à plusieurs reprises qu'un tiers du budget de fonctionnement provenait des dotations métropolitaines. **Notre critique est sévère, nous la croyons juste.**

Le groupe Carquefou à gauche a souvent déploré l'absence de débat et les choix sans concertations imposés par la majorité municipale. C'était l'occasion de travailler différemment. Carquefou à gauche a proposé qu'un groupe de travail, incluant toutes les sensibilités de notre conseil, œuvre pendant une année pour ne pas reproduire ces errements. **Pour un fonctionnement réellement démocratique de notre conseil !**

Suite à la réaction de l'association Anticor, le groupe Carquefou à gauche s'interroge aussi sur d'éventuelles suites à donner.



Commémorations

Indre, Nantes, Juigné-des-Moutiers et Châteaubriant : retrouver l'ensemble du programme

A l'occasion du 83e anniversaire de l'exécution des 50 Otages, fusillés par les nazis le 22 octobre 1941 à Châteaubriant, Nantes et le Mont-Valérien, voici l'ensemble du programme des commémoration qui suivent, afin que leur sacrifice ne soit pas oublié.

Le 13 octobre à 9h45 à Indre, au palis sur le Môle : hommage à Eugène et Léoncie Kéritel et aux résistants indrais, évocation de Claudine Merceron avec Pascal Gillet.

en scène de Bernard Martin Fargier. Restauration : possibilité de restauration rapide à l'entrée de la carrière au stand du syndicat CGT Mines Énergie 44.

Le 18 octobre à 17h45 à Nantes, au Monument aux 50 Otages et à la Résistance : Veillée du Souvenir, évocation artistique de Claudine Merceron « 1944, l'espoir des Jours heureux » avec Pascal Gillet, Élodie Retière, Claudine Merceron et Lili.

Transport : pour se rendre à Châteaubriant, les villes de Nantes et Saint-Nazaire mettent deux cars gratuitement à disposition des participants :

À Nantes : départ place du Vieux Doulon à 10h30, À Saint-Nazaire : départ parking du Théâtre à 11h00. Inscription par mail : comitesouvenir@resistance-44.fr

Le 19 octobre à Châteaubriant :
- 14h30 à la stèle du camp de Choisel : hommage au couple Kéritel.
- 15h30 au château : dépôt de gerbes à l'endroit où les corps des 27 fusillés ont été déposés.
- 17h00 au Musée de la Résistance : vernissage de l'exposition temporaire du concours du CNRD « Libérer et refonder la France. »

Le 22 octobre à Nantes:
- 10h00 au Monument aux 50 Otages et à la Résistance : cérémonie du souvenir
- 10h45 au Monument du terrain du Bêle : hommage aux fusillés, lecture de lettres de fusillés et de textes par Michel Hermouet et Claudine Merceron.
- 11h30 au cimetière de la Chauvinière : dépôt de gerbes au carré des fusillés.

Le 20 octobre à 10h00 à la Blisière (Juigné-des-Moutiers) : hommage aux 9 fusillés du 15 décembre 1941.

Dans cette période marquée dans notre pays par la montée électorale de l'extrême droite et de ses idées d'exclusion et de haine, et dans le monde par des conflits particulièrement meurtriers pour les populations civiles, soyons nombreux à honorer la mémoire des résistantes et résistants et à défendre les valeurs de solidarité et de paix de la Résistance portées par le CNR et son programme « Les Jours heureux ».

Dimanche 20 octobre à Châteaubriant :
- 13h30 au rond-point Fernand Grenier : hommage à Fernand Grenier.
- 14h30 à la Sablière : hommage aux fusillés en présence de Sophie Binet, secrétaire générale de la CGT.
- 15h45 : évocation historique par le Théâtre des Oiseaux, mise

« **Nouvelles de Loire-Atlantique** »

Directeur de la Publication : Pierre Daguet
Commission paritaire : N°0325 P 11519
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : Clément Chebanier
Responsable de la rédaction : Pierre Daguet
NLA 41 rue des Olivettes - 44 000 Nantes Tél : 02 40 35 03 00
E-mail : redac.nla@gmail.com

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Pedro Maia Benoît Lusseau
Pascal Divay Guilhem De Bourmont
Alain Bourdeau Adrien Helary

Illustrations libres de droit et peuvent être générées par IA
Imprimé sur du papier fabriqué dans l'Union Européenne (France, Allemagne, Belgique...) référencé EU Ecolabel
Papier certifié FSC et PEFC composé de fibres 100% recyclées
Eutrophisation : Ptot 0,009 kg/tonne

Soutenir et s'abonner aux Nouvelles de Loire-Atlantique

Unique parmi la presse départementale les *Nouvelles de Loire-Atlantique*, ce journal veut perdurer et faire vivre des paroles singulières celles des acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux *Nouvelles de Loire-Atlantique*.

NOM :PRENOM :
ADRESSE :
TEL : EMAIL :

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 20 euros
 Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de€

A renvoyer à NLA- Bulletin d'abonnement, 41 rue des Olivettes, 44000 NANTES
Chèque à l'ordre de ADF44
Ou par virement IBAN : FR13 2004 1010 1107 2967 7L03 276 (BIC : PSSTFRPPNTE)



Les batailles



Alors que le nouveau gouvernement annonce enfin à quelle sauce les travailleurs et les jeunes vont être mangés, notre tâche historique reste encore et toujours d'unir et d'organiser notre classe face aux politiques antisociales qui vont reprendre avec une intensité redoublée. **Le défi est immense et c'est une véritable bataille culturelle qu'il faut mener.**

Bataille à mener d'abord **contre l'extrême droite** et ses nouveaux relais institutionnels, face à son projet de division entre les travailleurs. Bataille à mener aussi **contre la bourgeoisie** même, contre ses désirs de délocalisation et de casse sociale, contre la résignation qui en sort. Bataille à mener enfin **contre les tendances réformistes** de notre camp, confinant nos batailles au seul champ parlementaire, oubliant qu'un **véritable rapport de force en faveur des travailleurs ne pourra se faire que dans nos lieux de travail et dans la rue.**

Alors que faire ? D'abord parler à notre classe, partout. C'est par le militantisme régulier devant les lycées, à la fac, dans les foyers de jeunes travailleurs que nous pourrions toucher toutes les jeunesse, à Nantes comme à Saint-Nazaire et dans le reste du département.

Ensuite, former notre classe. Sur le capitalisme, l'impérialisme, la question nationale, au travers de formations dont le public encore peu nombreux n'appelle qu'à grossir et se développer. Mais aussi au travers de petites vidéos postées sur notre compte Instagram (@mjcf_44) avec des sujets d'actualités politiques et internationales.



Enfin, organiser notre classe au sein des jeunesse communistes en premier lieu, tout en développant nos liens avec le Parti, les syndicats, les associations de solidarité et internationalistes comme le montre notre souhait d'organiser une soirée internationaliste en fin d'année en invitant notamment des associations pro-palestiniennes

Les tâches devant nous sont immenses, mais là où il y a une volonté il y a un chemin et tant qu'une brasse d'espérance subsistera, nous serons là pour raviver le feu puissant de la lutte.

Jean de Neyman

Retour sur les temps forts de la commémoration



Photo : Patrice Morel

Une exposition retraçant le parcours personnel et résistant de Jean de Neyman, exécuté le 2 septembre 1944 : Douze panneaux, largement illustrés et agrémentés de commentaires très clairs, abordables par tous ainsi que des vitrines présentant des objets personnels du résistant et le fac-similé de sa dernière lettre à sa famille. D'abord à Saint-Nazaire, cette exposition sera visible dans les mois qui viennent à Guérande et La Baule-Escoublac.

Une évocation artistique : Notre camarade Christophe Rouxel a mis ses talents de metteur en scène au service de la mémoire collective, réunissant une centaine de bénévoles de Brière, Presqu'île et Saint-Nazaire, des choristes, des comédiens amateurs et professionnels, une chanteuse lyrique, une pianiste. L'évocation a été introduite par une courte vidéo. Quarante-cinq minutes extrêmement émouvantes.



Photo : Patrice Morel

Un hommage officiel : À côté de la stèle de Jean de Neyman à Heinlex, au milieu des porte-drapeaux, Christian Retailliau, Président du Comité du Souvenir, a retracé l'histoire du résistant. Cédric Turcas, secrétaire de la section PCF de Saint-Nazaire, s'est appuyé sur le passé pour analyser le présent : **« La mémoire doit nous aider à démasquer les alliances à la manœuvre, à préparer la résistance et à proposer des perspectives de lutte et d'espoir, comme l'ont réussi nos camarades du Conseil national de la Résistance pour sortir le pays de l'ornière fasciste. »**

La cérémonie s'est poursuivie par la plantation de trois chênes verts par trois élèves du lycée Aristide Briand, lauréates du Concours national de la Résistance et de la Déportation, séquence accompagnée d'un concert de musique classique. La parution d'une plaquette « Jean de Neyman 1944-2024 » est prévue pour septembre 2025.



Photo : Patrice Morel

À retenir

L'Écho des Dervallières a 30 ans, adresse aux habitants



« Le premier numéro de *L'Écho des Dervallières* fut édité et distribué en février 1994, cela fait 30 ans que tous les quatre mois sans exception vous recevez notre périodique et 3 décennies ce n'est pas rien.

Au cours des années, afin d'améliorer la présentation du journal, ce dernier a subi des modifications. Les 5 premières années le tirage fut imprimé sur des papiers de différentes couleurs, ensuite le support fut blanc avec les titres des articles en rouge et depuis 7 ans photos et caricatures sont également en couleur.

Pour les communistes du quartier c'est un travail militant contraignant mais qui permet par-

fois des moments privilégiés d'échanges et de nouer des contacts avec vous. **Une manière de faire vivre la citoyenneté.**

L'accueil réservé à nos diffuseurs démontre que le périodique est lu et bien perçu, voire attendu. Le souci des adhérents de la cellule Joliot-Curie est d'être au plus près du terrain, leurs articles ont pour but de vous informer, de proposer, d'alerter voire de condamner. Ils vous font part de leurs démarches auprès de la mairie, de Nantes Métropole Habitat, etc. Les réponses et les résultats sont toujours commentés. Nous traitons sans distinction des plus petites aux revendications plus importantes mais toujours en rapport avec les préoccupations des habitants de la cité. Nos premières pages contrastent avec la presse en générale. Nous attaquons toujours le capital. Préconisons de taxer les multinationales, les grandes fortunes, les actionnaires. Nous dénonçons la fraude fiscale, un langage qui a pris une certaine résonance dans la dernière période.

L'originalité de notre journal est son financement, l'apport des lecteurs a permis à notre publication de survivre pendant 30 ans. Nous vous remercions. Souhaitons longue vie à *L'Écho des Dervallières* ! »

Henry Moysan (en photo ici à droite)
Animateur en chef de *L'Écho*

